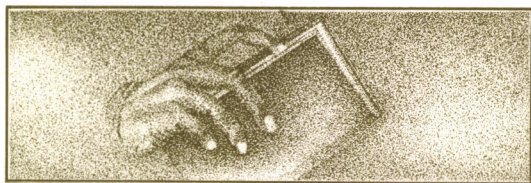


LA GAUCHE FACE À LA CRISE

Alain Fonteneau
Pierre-Alain Muet



PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES

La gauche face à la crise

Egalement aux Presses de la Fondation nationale des sciences politiques :

Renaud de la Genière, *Le budget*, 1976.

Pierre Cohen-Tanugi, Christian Morisson, *Salaires, intérêts, profits dans l'industrie française*, 1979.

M'Hamed Sagou, *Paribas. Anatomie d'une puissance*, 1981.

Jacques Mairesse et al., *Emploi et chômage*, 1982.

Benoît Boussemart, Jean-Claude Rabier, Agache-Willot. *Un capitalisme à contre-courant*, 1983.

Jean-Yves Caro, *Les économistes distingués*, 1983.

Claude Meidinger et al., *La nouvelle économie libérale*, 1983.

Jean-Claude Delaunay, *Salariat et plus-value en France depuis la fin du XIX^e siècle*, 1984.

Jean-Marcel Jeanneney, Elizabeth Barbier-Jeanneney, *Les économies occidentales du XIX^e siècle à nos jours*, 1985.

Une documentation sur les publications de la Fondation nationale des sciences politiques sera envoyée sur simple demande adressée aux Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 27, rue Saint-Guillaume, 75341 Paris Cedex 07.

LA GAUCHE FACE À LA CRISE

Alain Fonteneau
Pierre-Alain Muet

**PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES**

Cet ouvrage a été élaboré, dans le cadre de la Fondation nationale des sciences politiques, à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

ISBN de la version numérique : 9782724685121

© 1985 PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
ISBN 2-7246-0517-9

à M. et S.

Remerciements

Cet ouvrage n'aurait pu être mené à bien sans les encouragements permanents et les remarques de Jean-Marcel Jeanneney, président de l'OFCE.

Nos remerciements vont également aux différentes personnes qui nous ont fait bénéficier de leurs conseils et de leurs critiques, notamment Marie-Annick Boudier, Jean-François Colin, Gérard Cornilleau, Jean-Paul Fitoussi, Monique Fouet, Françoise Milewski et tout particulièrement Mireille Elbaum, Alain Gubian et Henri Sterdyniak avec qui nous avons travaillé sur certains thèmes abordés dans ce livre.

Nous exprimons notre reconnaissance à Viviane Rousset et Gwenolla de Gouvello, documentalistes à l'OFCE, ainsi qu'à Caroline Girard qui a contribué à la réalisation des graphiques, à Florence Chapron qui a dactylographié une partie de l'ouvrage et à Patricia Besson et Marie-Pierre Dessalles qui, par leur collaboration constante, ont permis de réaliser ce livre dans les meilleures conditions.

Nous remercions enfin Dominique de Fleurian et Simone Guerrier qui ont préparé la publication de cet ouvrage avec une grande efficacité.

Les idées exprimées n'engagent que la responsabilité des auteurs et en aucune façon les organismes dont ils sont membres.

Une économie nationale, aussi longtemps qu'elle reste ouverte aux lois de la concurrence et au courant des échanges, aussi longtemps qu'elle conserve le caractère d'un marché et qu'elle recherche des débouchés, est soumise à l'équilibre du milieu dans lequel elle est baignée, et qui n'est autre que l'économie universelle. Une loi commune, un usage commun s'imposent à elle et si elle brave trop hardiment ce code universel, chaque infraction l'expose à de dures sanctions dans l'ordre commercial, dans l'ordre monétaire et même, par voie de conséquence, dans l'ordre politique.

Pour y échapper, il faut donc nécessairement, ou bien que la nation réformatrice ferme ses communications avec le dehors, coupe le courant normal de la concurrence et des échanges et s'enclose rigoureusement dans les cadres d'une autarcie despotique – comme l'ont fait la Russie soviétique et l'Allemagne nazie – ou bien qu'elle accepte de devenir la partie d'un tout et de loger son action propre dans une action de caractère universel. La France répugne à la première solution ; elle devra donc appliquer toute sa volonté à faire prévaloir la seconde.

Si l'on veut bien se reporter de quelques années en arrière, on se rendra compte que le gouvernement du « Front populaire », à direction socialiste constitué en France au milieu de 1936, s'est retrouvé en face de ces alternatives, encore que son programme ne comprît pas de transformations sociales très profondes.

Léon Blum, *A l'échelle humaine*, texte de décembre 1941.



TABLE DES MATIÈRES

<i>Introduction</i>	15
---------------------------	----

CHAPITRE 1

COMPRENDRE LA CRISE

Les chocs pétroliers : dépression keynésienne et stagflation.....	25
Epargne et investissement : un retour sur Keynes et les classiques	27
Economie ouverte et prélèvement pétrolier : les enseignements d'un modèle keynésien	33
Contraction du commerce mondial et renforcement de la dépression	36
L'aggravation des déséquilibres.....	41
Inflation et chômage : le « paradoxe » de la stagflation	43
La nature du chômage depuis 1974.....	47
Baisse des profits et accumulation du capital.....	50
Le premier choc pétrolier	56
Des conséquences inflationnistes contrastées.....	57
Une récession accentuée par la synchronisation des cycles conjoncturels et la hausse des prix agricoles	61
Relance et creusement des déficits publics	63
La lente résorption des déficits extérieurs.....	64
Le second choc pétrolier : une récession aggravée par les politiques restrictives	68
La politique budgétaire : restriction en Europe, laxisme aux Etats-Unis.....	68
Les contradictions du « monétarisme » américain et la montée des taux d'intérêt	70
La récession de 1979-1982 : un bilan quantitatif	74
Le poids de la contrainte extérieure sur la France : de la stagflation à la déflation.....	78
<i>Annexe 1.1. Keynes et les classiques : une représentation simplifiée</i>	82
<i>Annexe 1.2. Un modèle keynésien d'une économie ouverte pour étudier les conséquences du prélèvement pétrolier</i>	84

CHAPITRE 2
LA RELANCE CONTRARIÉE

La situation économique française au printemps 1981.....	89
Les grands équilibres	89
Avant mai 1981 : une relance méconnue	93
L'environnement international à l'été 1981 et les prévisions pour 1982.....	95
La relance de 1981-1982	96
La revalorisation du SMIC.....	97
Les mesures sociales.....	102
Les actions nouvelles en faveur de l'emploi et de l'investisse- ment	109
Les mesures fiscales et parafiscales nouvelles.....	117
Bilan macro-économique de la relance.....	123
Appréciation comparée de la relance de 1981-1982.....	130
La relance de 1975-1976	130
Les relances allemandes de 1974 à 1980	135
Les spécificités de la relance 1981-1982 par rapport aux autres expériences de relance.....	141
La relance contrariée par l'emprise des politiques restrictives étrangères.....	144

CHAPITRE 3
UNE CONTRAINTE EXTÉRIEURE INCONTOURNABLE

La dégradation des échanges extérieurs.....	151
La dégradation du solde extérieur	152
Le coût du « franc fort ».....	154
La spéculation contre le franc	163
Une analyse des changements de parité.....	165
Analyser une dévaluation	166
Les réalignements de parité au sein du SME.....	179
L'impact macro-économique des trois réalignements.....	186
La politique d'accompagnement des dévaluations	190
Juin 1982 : un blocage efficace des prix et des salaires	191
Le plan de « rigueur » de mars 1983.....	196
Les dévaluations ne peuvent se substituer à la rigueur	201
De 46 milliards de francs de détérioration en 1982 à 52 milliards d'amélioration en 1983	202
Des effets compétitivité trop faibles pour compenser le décalage conjoncturel	203
Les faiblesses structurelles	208

Dévaluations et « rigueur » : un retour sur les expériences de 1958 et 1969	209
Dévaluation compétitive et politique d'accompagnement : l'expérience suédoise d'octobre 1982	214
Le financement du déficit extérieur et l'endettement.....	217
Le financement du déficit extérieur	217
L'endettement	223

CHAPITRE 4

LA LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE

La réduction de la durée du travail	232
La législation sur la durée du travail : bref historique	233
Les 39 heures sous la contrainte.....	237
Les conséquences économiques et sociales de l'ordonnance de janvier 1982	239
De la contrainte à l'incitation	248
La réduction de la durée du travail à l'étranger	257
Les créations d'emplois publics et les aides directes à l'emploi ...	263
Les créations d'emplois publics	263
Les aides au maintien et à la promotion de l'emploi	269
La politique de gestion de la population active	274
Les préretraites et la retraite à 60 ans : un succès massif	275
La formation des jeunes	283
La politique d'immigration : une volonté contrariée	292
Evolution de la politique de l'emploi et de son impact sur le chômage.....	292
Les trois principales phases de la politique de l'emploi au cours des années 1981-1985	293
Evolution de l'emploi et du chômage à l'étranger	300

CHAPITRE 5

LES FRUITS DE LA RIGUEUR

Désinflation et rétablissement des profits	305
La désinflation dans les principaux pays industrialisés	305
La désinflation française : du blocage à la désindexation.....	306
Analyse quantitative de la désinflation	309
Le redressement des profits ne débouche pas nécessairement sur l'investissement	321

La maîtrise des déficits publics.....	324
La stabilisation du déficit budgétaire à 3 % du PIB	324
La maîtrise des finances sociales.....	327
La réduction des déficits des entreprises nationalisées.....	333
La réduction des impôts : mythes et réalités.....	338
Le « taux des prélèvements obligatoires » : une mesure conventionnelle.....	339
La baisse des impôts aux Etats-Unis	343
La réduction « des prélèvements obligatoires » en France	348
Pour une relance coordonnée.....	356
Relance par l'investissement ou la consommation : un faux débat.....	357
Politique d'offre et de demande : échelles micro et macroscopiques.....	358
Les relances coordonnées n'accroissent pas les déficits extérieurs et publics.....	362
<i>Conclusion</i>	365
<i>Bibliographie</i>	377
<i>Index</i>	383

Graphiques par André Leroux

INTRODUCTION

Arrivé au pouvoir sur un programme de relance de l'activité, le gouvernement Mauroy allait devoir en moins de deux années s'aligner sur l'austérité pratiquée par la grande majorité des pays occidentaux. Echec du « keynésianisme de gauche », absence d'audace d'un gouvernement socialiste qui n'osa pas aller jusqu'au bout de sa logique, faillite d'un étatsisme incompatible avec la dynamique des sociétés modernes... La liste est longue des thèses et ouvrages qui ont tenté de prouver, en faisant parfois bon marché des faits, qu'une solution miracle existait à la crise.

Ayant participé aux débats qui s'ouvrirent à l'arrivée de la gauche au pouvoir en jouant parfois le rôle de Cassandre, en surestimant d'autres fois certaines marges de manœuvre, puis observé, comparé, quantifié pendant quatre ans la succession des plans et des mesures, il nous a semblé que nous devions ajouter notre pierre à l'analyse de ce qui est la plus longue expérience de gauche réalisée en France à ce jour.

Ce livre, s'il n'a pas de solution miracle et simple à proposer aux difficultés présentes, a cependant une ambition : celle de montrer que les principes d'analyse qui ont été à la base de la théorie macro-économique contemporaine et de ses prolongements quantitatifs – les modèles macro-économiques – sont aptes à décrire les évolutions observées et à guider les politiques économiques, voire même à esquisser les conditions d'une reprise durable de la croissance économique au niveau mondial. En outre, en évaluant les marges de manœuvre laissées à la politique économique par le contexte mondial et en recourant systématiquement à l'analyse quantitative et comparative, nous espérons apporter un éclairage plus serein, plus nuancé et peut-être plus utile que ceux qui ont trop vite oublié les contraintes du pouvoir ou, d'autres, qui n'ont jamais voulu les reconnaître.

On ne peut aborder l'étude de la politique française des cinq dernières années sans revenir sur l'examen de la crise que traverse depuis plus de dix ans l'économie mondiale. Par un des plus grands paradoxes de l'histoire, cette crise, qui illustre de façon éclatante certains principes fondamentaux de la théorie keynésienne, a coïncidé avec une remise en cause de celle-ci. Au moment où, sous l'effet de l'excès d'épargne mondiale engendré par les prélèvements pétroliers, l'économie occidentale s'enfonçait dans la plus grande dépression keynésienne de l'après-guerre, l'incapacité des politiques nationales à résoudre les déséquilibres provoqués par les chocs pétroliers fut interprétée comme une insuffisance des principes d'analyse keynésiens.

C'est ainsi que la hausse simultanée de l'inflation et du chômage, baptisée depuis stagflation, apparut à de nombreux observateurs comme la preuve évidente de la nécessité d'une nouvelle théorie. La macro-économie antérieure, résumée sommairement à un réglage conjoncturel oscillant entre l'inflation et le chômage, était, selon eux, incapable d'expliquer ce phénomène. Et pourtant, presque tous les modèles d'inspiration néo-keynésienne construits dans les années soixante et soixante-dix furent aptes à décrire correctement les conséquences stagflationnistes des chocs pétroliers, comme d'ailleurs les difficultés que peut engendrer une relance isolée.

Comprendre la crise est donc un préalable à l'analyse des politiques économiques. Préalable d'autant plus important que le désordre apparent des faits provoqua le retour en force des théories les plus sommaires. Le succès que connurent les thèses monétaristes, néolibérales et certains schémas marxistes, est dû en grande partie à la simplicité du diagnostic et des remèdes proposés. Tandis que les praticiens de la politique économique avançaient patiemment et discrètement dans la compréhension des phénomènes, le discours quotidien restait dominé par l'idéologie. Parallèlement, une déviation de la théorie économique l'éloignait de plus en plus de la réalité ; le désir d'originalité et de nouveauté l'emportant peu à peu sur la pertinence.

Qu'une crise née en partie du libéralisme sauvage et incontrôlé, qui présida à l'internationalisation des productions et du capital et aboutit à la disparition des moyens de régulations nationales ait pu conduire à remettre en selle la doctrine libérale en dit long sur le désarroi de l'opinion. Assouplir les réglementations et accroître la flexibilité peut, certes, favoriser le développement,

mais ne saurait résoudre les déséquilibres macro-économiques qui limitent la croissance mondiale.

Dans le domaine des faits, le libéralisme ne tient pas la place qu'il occupe dans celui du discours. Ainsi, l'intervention massive de l'Etat, non seulement par la régulation de la demande mais aussi par la politique industrielle a-t-elle été une constante des gouvernements français depuis quarante ans, indépendamment de leurs références idéologiques. Récemment, le gouvernement Reagan appliqua bien le premier volet du credo libéral en procédant à une réduction massive de la fiscalité, mais il se garda d'appliquer le second : la réduction des dépenses. Si bien que, sous le couvert de l'économie de l'offre, les Etats-Unis s'offrirent la plus forte relance keynésienne de la demande des quatre dernières décennies.

La situation du marxisme n'est guère différente. Doctrine officielle des partis communistes et discours implicite d'une fraction de la gauche socialiste, il n'a jamais franchi, dans les pays capitalistes développés, le seuil de la théorie. L'arrivée au pouvoir des « partis ouvriers », dans des conditions exceptionnelles avant la seconde guerre mondiale, puis de façon régulière depuis, a entraîné sa disparition comme référence théorique dans les pays où l'exercice du pouvoir a été suffisamment long et répétitif pour que la doctrine rejoigne la pratique. Certes, les économistes marxistes ont cru trouver, dans les difficultés des dix dernières années, cette crise du capitalisme qu'ils annonçaient depuis toujours. Mieux encore, la baisse de la profitabilité apparue dans certains pays avant le choc pétrolier, et généralisée depuis, rendit une nouvelle jeunesse à la « loi de baisse tendancielle du taux de profit ». Au point que le diagnostic marxiste attribuant la crise à la faiblesse des profits convergea étrangement vers le diagnostic libéral. Mais comme beaucoup d'autres phénomènes – la montée des déficits extérieurs et publics, l'inflation – la baisse des profits est à la fois conséquence et cause de la crise. A vrai dire, l'interdépendance des phénomènes économiques fait que l'on peut toujours isoler deux faits stylisés qui corroborent une thèse simple.

Autre diagnostic commun à certaines analyses marxistes et libérales : le retard technologique et le déclin européen. Ce thème revient périodiquement dans les situations de crise. Déjà, à la fin des années trente, Keynes dénonçait l'excès de pessimisme attribuant la crise au déclin de l'Occident. Plus récemment, à

l'aube du premier choc pétrolier, des économistes observant la lenteur de la croissance américaine comparée au dynamisme européen entérinaient le « déclin américain » en le prolongeant dans la décennie soixante-dix. Aujourd'hui, les mêmes (et d'autres) affirment que les difficultés présentes de l'Europe tiennent à son retard technologique face au dynamisme américain !

Or l'Europe n'est pas plus en retard aujourd'hui qu'il y a dix ans. Elle est morcelée en Etats qui ne pèsent plus lourd dans une économie mondiale livrée aux lois du laisser-faire. La relance isolée que se permet une économie américaine moins ouverte à la concurrence étrangère et bénéficiant, en outre, d'un statut monétaire privilégié pour financer son déficit extérieur n'est pas à la portée d'un Etat européen. Quant aux politiques d'offre compétitive, il suffit de dépasser le cadre national pour s'apercevoir qu'elles ne font que reporter les difficultés sur les autres.

S'il faut cependant, cédant à l'usage, résumer nos analyses par une formule simple, disons que les difficultés présentes illustrent l'incapacité du marché à assurer de façon satisfaisante la bonne marche de l'économie et le plein emploi ; d'où découle la nécessité d'une régulation macro-économique. Un équilibre fut trouvé au cours des trente années qui suivirent la seconde guerre mondiale par le jeu des régulations nationales et d'un système monétaire international qui sut longtemps préserver la stabilité des changes et éviter que la spéculation et le pouvoir des rentiers ne l'emportent sur l'activité productive. Mais l'internationalisation des productions et des capitaux fit peu à peu éclater le système et celui-ci fut à la merci du moindre déséquilibre. Survinrent les chocs pétroliers : l'économie mondiale s'enfonça alors dans la stagflation puis dans la dépression.

Le message keynésien, qui était en partie celui de la gauche, demeure une issue à la crise, à condition de l'appliquer à l'échelle de l'économie mondiale ou, au moins, de l'Europe. Le texte de Blum, placé en exergue, qu'il écrivit dans les heures sombres de l'occupation, garde toute son actualité. Il pourrait aussi bien résumer les difficultés affrontées par la gauche quarante ans après que les espoirs suscités par un socialisme réaliste à l'échelle européenne.

Pour conduire le lecteur plus avant dans la démonstration, nous ne pouvons que l'inviter à nous suivre dans l'analyse de la crise, puis de la politique économique de la gauche. Nous l'avertissons toutefois que la démonstration suppose parfois cer-

tains détours difficiles dont il pourra s'abstenir dans une première lecture. Nous nous sommes efforcés d'être accessibles, mais la macro-économie est complexe et, à trop vouloir la rendre simple, on risque de la caricaturer.

Notre analyse s'appuie sur les nombreuses études quantitatives réalisées à l'aide de nos propres modèles, mais nous avons cherché à rendre nos conclusions aussi robustes que possible en recourant à d'autres instruments pour constater les convergences ou illustrer les incertitudes. Ainsi avons-nous confronté, lorsque cela était possible, nos analyses aux évaluations réalisées par les administrations économiques.

Le premier chapitre propose une analyse théorique de la crise, puis une description quantitative de l'évolution économique mondiale depuis le début des années soixante-dix. Il montre, notamment, que les déséquilibres macro-économiques engendrés par les chocs pétroliers ne peuvent être tenus pour négligeables, contrairement à ce qu'ont fini par laisser croire nombre d'analyses superficielles.

A l'arrivée de la gauche au pouvoir, l'économie française était déjà engagée dans une phase de relance de la demande intérieure qui a longtemps été sous-estimée, le rythme d'inflation était élevé et le déficit extérieur résultant du second choc pétrolier n'était pas résorbé. Dans une telle situation, était-il raisonnable de relancer l'économie ? La réponse est moins simple qu'on a tendance à le supposer. L'économie mondiale redémarrera au premier semestre 1981 et tous les prévisionnistes, tant étrangers que français, prévoient une poursuite de la croissance en 1982, accompagnée d'une stabilisation du dollar après la forte hausse observée depuis le milieu de 1980. Or la reprise fit place à une nouvelle récession, induite par la politique monétaire restrictive américaine, et le déficit extérieur de la France se creusa sous l'effet du décalage conjoncturel. Le chapitre 2 fait la part de l'environnement international et de la politique interne dans l'évolution observée en 1981-1982, puis esquisse une comparaison avec la relance Chirac de 1975 et avec les différentes relances pratiquées par l'Allemagne de 1974 à 1979.

La relance a buté sur la contrainte extérieure, non en raison des pertes de compétitivité qu'elle entraîna, mais du fait de la forte sensibilité du commerce extérieur aux variations des revenus. Si la compétitivité par les prix avait eu l'influence que lui attribuent les commentaires usuels, la contrainte extérieure aurait

**ACHEVÉ D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES DE
L'IMPRIMERIE CHIRAT
42540 ST-JUST-LA-PENDUE
EN NOVEMBRE 1985
DÉPOT LÉGAL 1985 N° 0639**

IMPRIMÉ EN FRANCE

Extrait de la publication

ARRIVÉE au pouvoir sur un programme de relance de l'activité, la gauche allait devoir, en moins de deux années, s'aligner sur l'austérité pratiquée par la grande majorité des pays occidentaux. Echec du «keynésianisme de gauche», absence d'audace d'un gouvernement socialiste qui n'osa pas aller jusqu'au bout de sa logique, faillite d'un étatsisme incompatible avec la dynamique des sociétés modernes... la liste est longue des thèses et ouvrages qui ont tenté de prouver, en faisant parfois bon marché des faits, qu'une solution miracle existait à la crise. Ce livre apporte un éclairage plus serein, plus nuancé et plus utile à l'analyse de la plus longue expérience de gauche réalisée à ce jour en France. On y trouvera une analyse théorique de la crise et une description quantitative de l'évolution économique mondiale depuis le début des années soixante-dix. Après avoir passé en revue la relance, les dévaluations et la contrainte extérieure, la lutte contre le chômage, les auteurs analysent les fruits de la rigueur et esquissent les conditions qui permettraient de retrouver le chemin d'une croissance mondiale indispensable à la réduction du chômage massif engendré par dix années de crise.

ALAIN FONTENEAU est maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris et responsable des prévisions au Département d'économétrie de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Il a écrit de nombreux articles portant sur la politique économique et les prévisions macro-économiques.

*PIERRE-ALAIN MUET est professeur à l'Institut d'études politiques de Paris et maître de conférences à l'École polytechnique. Il dirige actuellement le Département d'économétrie de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Il a publié de nombreux articles et ouvrages d'économie, en particulier: Théories et modèles de la macro-économie, *Economica*, 1984; Contemporary Macroeconomic Modelling, *Blackwell*, 1984.*



150 F

Novembre 1985

ISBN 2-7246-0517-9